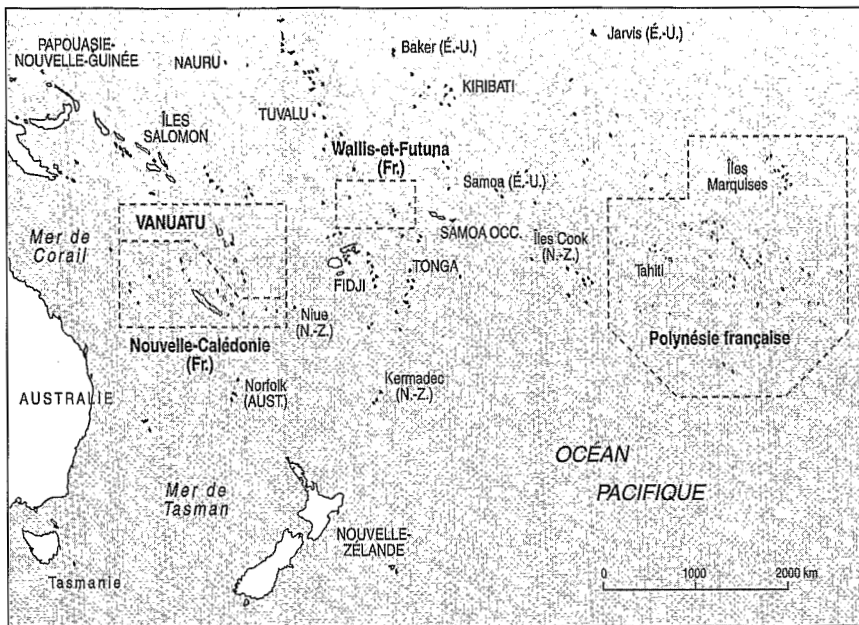


PACIFIQUE SUD



Parmi tous les groupements insulaires qui composent l'Océanie, quatre sont partiellement francophones : ce sont la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna ainsi que Vanuatu.

Les trois premiers archipels sont des territoires d'outre-mer de la France, et le français y est la langue officielle. On y parle également les langues mélanésiennes ou polynésiennes.

Vanuatu (autrefois condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides) est indépendant depuis 1980; le français, l'anglais et le bichelamar sont les langues officielles de cet État, qui participe aux Sommets de la Francophonie.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande sont deux États indépendants où le français a été pendant longtemps langue seconde. Aujourd'hui, en concurrence, entre autres, avec des langues asiatiques, le français est largement enseigné dans le secondaire et à l'université.

On peut consulter :

ANTHEAUME B. et BONNE MAISON J., *Atlas des îles et États du Pacifique Sud*, Paris, Reclus/Publisud, 1988.

BENSA A., *Nouvelle-Calédonie, un paradis dans la tourmente*, Paris, Gallimard, 1990.

CHESNEAUX J. et MACLELLAN N., *La France dans le Pacifique. De Bougainville à Mururoa*, Paris, La Découverte, 1992.

CORDONNIER I., *La France dans le Pacifique Sud, Approche géostratégique*, Paris, Publisud, 1995.

JOST C., LE BOURDIEC P. et ANGLEVIEL F., *Géo-Pacifique. Des espaces français*, Nouméa, GÉOPACIFIQUE/UF/CTRDP, 1994, 295 p., cartes, fig.

VIGNERON Emmanuel, *La Polynésie française*, Paris, PUF, coll. Que sais-je?, 1995, 127 p.
La politique mélanésienne Steal Blong Vanuatu, édité par Howard Van Trease, traduit par Michelle Crow, McMillan Brown Centre for Pacific Studies, University of Canterbury, and Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, 1995.

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote: Bx 12638 Ex: 1

PACIFIQUE SUD

	Nouvelle-Calédonie ¹	Polynésie française ¹	Wallis-et-Futuna ¹	Vanuatu
Nom officiel				République du Vanuatu
Capitale	Nouméa	Papeete	Mata-Utu	Port-Vila
Superficie (km²)	19 058	3 521	142	14 763
Régime politique	voir France	voir France	voir France	république
Chef d'État	Jacques Chirac	Jacques Chirac	Jacques Chirac	Jean-Marie Leye
Entrée en fonction	17-05-1995	17-05-1995	17-05-1995	02-03-1994
Prédécesseur	François Mitterrand	François Mitterrand	François Mitterrand	Fred Timakata
Chef du gouvernement	Lionel Jospin	Lionel Jospin	Lionel Jospin	Serge Vohor
Entrée en fonction	06-1997	06-1997	06-1997	30-09-1996
Prédécesseur	Alain Juppé	Alain Juppé	Alain Juppé	Maxime Carlot
Langues officielles	français	français	français	français, anglais
Autres langues	langues mélanésiennes, wallisien, javanais, tahitien	langues tahitien, marquisien, tuamotuan, dialectes chinois	wallisien, futunien	bichelamar, langues mélanésiennes
Principales religions en % de la population	christianisme (90) animisme (5) islam (4)	christianisme	christianisme	christianisme, animisme
Population	197 000	220 000	14 000	174 000
Moins de 15 ans en %	31	36	42	44
Plus de 60 ans en %	7	5	7	5
Indice de fécondité	2,8	2,9	4,6 (1990)	5,3 (1989)
Espérance de vie H/F	68/76	68/73	68/68 (1990) ²	62/64
Alphabétisation en %	57,9	95	48,9	52,9
IDH (rang/174)³	voir France	voir France	voir France	119
PNB (en M\$US)	2 100 ⁴	2 200 ⁴	50 ⁴	200
PNB/hab. (en \$US)	11 413 ⁵	10 476 ⁵	3 333 ⁵	1 190
Monnaie⁶	franc CFP	franc CFP	franc CFP	le vatu
FF	0,05	0,05	0,05	0,05088
\$ US	0,00872	0,00872	0,00872	0,00888
Principales exportations	nickel, fonte brute, métaux non ferreux	produits issus de la noix de coco, perles	copra, artisanat	copra, poisson, viande
Principales importations	produits pétroliers, produits alimentaires, voitures	produits pétroliers, produits alimentaires, voitures	produits alimentaires, produits manufacturés, produits pétroliers	produits alimentaires, machineries, équipements de transport
Principaux partenaires commerciaux	France, Japon, États-Unis, Australie	Australie, France, États-Unis, Japon, Nouvelle-Zélande	France, Australie, Nouvelle-Zélande	Australie, Japon, France, Nouvelle-Zélande

Sources: Banque mondiale; ONU, *Bulletin mensuel de la statistique*

1. Territoire français d'outre-mer (TOM).

2. On ne dispose que de la valeur combinée d'espérance de vie à la naissance.

3. Indice de développement humain, mesure de classement des pays utilisée par l'ONU.

4. Il s'agit ici du produit intérieur brut (PIB) comme pour tous les autres pays membres de l'OCDE.

5. Produit intérieur brut par habitant (PIB/hab.).

6. Taux au 15 septembre 1997, donné à titre indicatif.

ZONE PACIFIQUE

Dominique JOUVE
Université française du Pacifique
Centre universitaire de Nouvelle-Calédonie
François SODTER
ORSTOM, Centre de recherche d'Île-de-France

Wallis-et-Futuna
Christian JOST
Université française du Pacifique
Centre universitaire de Nouvelle-Calédonie

NOUVELLE-CALÉDONIE

Point de cyclone en 1997, mais un tremblement de terre (magnitude 6,6) qui a été surtout sensible aux îles Loyauté mais n'a pas fait de dégâts. En revanche, la météo est fort capricieuse: le nord du territoire subit de nouveau la sécheresse alors que la région de Nouméa est particulièrement arrosée. Avec l'augmentation du prix de la viande et les questions que cette mesure a suscitées, on voit combien le monde rural reste important en Nouvelle-Calédonie.

POLITIQUE

En politique, l'année 1997 est une année déconcertante pour les questions internes à la Nouvelle-Calédonie. Fin 1996, on annonçait la possible reprise des négociations politiques sur le contenu du texte consensuel. En fait, c'est la question de la rétrocession de terrains propices à l'exploitation du nickel qui a occupé le devant de la scène. En effet, les indépendantistes estiment que l'indépendance économique passe avant toute autre considération; le rééquilibrage en faveur de la province Nord est lié à la construction dans cette province d'une usine de retraitement du minerai de nickel qui fera pendant à l'usine de la Société Le Nickel (SLN), installée à Doniambo, aux portes de Nouméa.

Le dossier minier

Le géant canadien Falconbridge s'est déclaré intéressé par l'implantation de cette usine en partenariat avec la Société minière du Sud-Pacifique (SMSP, société contrôlée par la province Nord) mais il veut des garanties foncières. L'usine du Nord est devenue un

symbole de l'espoir de voir le monde kanak s'inscrire dans une dynamique économique moderne positive. C'est la raison pour laquelle le Front de libération national kanak socialiste (FLNKS) pose le règlement du dossier minier comme préalable aux discussions politiques, malgré l'opposition déclarée du

Fonds Documentaire ORSTOM

Cote :

En :

Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) à cette attitude.

Il faut reconnaître que cette position n'a pas fait toujours non plus l'unanimité au sein même des indépendantistes. D'autre part, se pose le problème de savoir quel domaine va être rétrocédé à la SMSP: Tiébaghi? Poum? Koniambo? Jusque-là le patrimoine minier est géré presque entièrement par Eramet pour la SLN avec la garantie de l'État.

Législatives anticipées

En effet, le devenir de la Nouvelle-Calédonie se décide toujours à Paris et il est tributaire des aléas de la vie politique française. Après la dissolution de l'Assemblée nationale, l'organisation des élections et la campagne ont mobilisé toutes les énergies. Le FLNKS a refusé de participer à ce scrutin national au nom de la "cohérence": "On ne peut pas réclamer la souveraineté dès 1998 et s'engager un an avant dans un scrutin national." Par conséquent, les candidats qui briguaient les suffrages représentaient uniquement les groupes et les partis attachés au maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France. Les explications et critiques ont surtout visé la gestion de sa majorité par le RPCR. Les élections ont ainsi souvent tourné au "pour" ou "contre" Jacques Lafleur.

La loi Pasqua a découpé la Nouvelle-Calédonie en deux circonscriptions. La première comporte Nouméa et les îles Loyauté, la deuxième regroupe toute la Grande Terre et les îles Belep, moins Nouméa. Les électeurs de la première circonscription ont offert à Jacques Lafleur un nouveau mandat dès le premier tour, avec un score qui a progressé de 10%. Cependant, Didier Leroux, son principal adversaire, candidat d'Une Nouvelle-Calédonie pour tous (UNCT), s'installe dans l'opposition au RPCR en confirmant son score des provinciales de 1995.

Le Front National est resté aux environs de 7% dans les deux circonscriptions. La surprise est venue de la deuxième circons-

cription, où le candidat du RPCR, Pierre Frogier, président du Congrès, devait affronter un candidat sans étiquette, l'homme d'affaires Philippe Pentecost soutenu par le maire de Koumac, Robert Frouin (dissident du RPCR), ainsi qu'un représentant de l'UNCT. Si Pierre Frogier obtenait bien la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, le fort taux d'abstention a fait qu'il n'avait pas le nombre requis de voix pour être élu dès le premier tour. Il a fallu donc recourir à un deuxième tour qui a vu la victoire de Pierre Frogier.

Il faut noter que dans les deux circonscriptions, le pourcentage d'abstention est un peu différent: 55,5% de votants dans la première circonscription, 45,42% dans la deuxième. Cela montre l'influence politique du FLNKS et de son mot d'ordre d'abstention, en particulier en province Nord. Les électeurs calédoniens ont confirmé nettement leur confiance en Jacques Lafleur, mais on peut penser que de nouveaux rapports de force sont en gestation, quoique encore un peu confus.

Le référendum de 1998

Le FLNKS s'en est tenu pour le moment à sa décision de ne plus discuter qu'avec l'État jusqu'au règlement du dossier minier. Après la victoire électorale des partis de gauche, le nouveau gouvernement rattache au ministre de l'Intérieur un secrétaire d'État à l'Outre-mer en la personne de Jean-Jack Queyranne, un proche du premier ministre. S'il est peu connu encore en Nouvelle-Calédonie, il n'en est pas de même pour Thierry Lataste, ancien secrétaire général du Haut-Commissariat, qu'il a appelé auprès de lui, et surtout de l'ancien haut-commissaire (de 1991 à 1994) Alain Christnacht, nommé par Lionel Jospin comme conseiller de son cabinet, et qui est sans doute un des hauts fonctionnaires les plus au fait du dossier calédonien, même s'il a eu des relations parfois tendues avec les anti-indépendantistes.

ÉCONOMIE

La vie économique en 1997 est sans grande surprise: toujours dépendante du cours mondial du nickel et plus spécialement du règlement du problème politique que constitue le dossier de l'usine du Nord. Comme l'a dit le "patron des patrons" Jean Gandois, en visite à la fin du mois de juin, la reprise économique viendra quand les Calédoniens auront choisi les modalités de leur avenir en commun. Il se propose d'ailleurs de revenir en Nouvelle-Calédonie avec des investisseurs... en 1999.

Soulignons cependant que si le marasme a gagné les entreprises du BTP, certains secteurs essaient d'innover. Socalait s'implante à Fidji. L'hôtel *Le Stanley*, touché par la crise du tourisme (qui n'en finit pas de démarrer timidement), s'est converti au "temps partagé" et espère de son association avec Interval International un meilleur coefficient de remplissage. La construction de l'hôtel de la chaîne Méridien à l'île des Pins, dans la baie d'Oro, un des plus beaux paysages du Pacifique, a alimenté la chronique. Le tribunal administratif a annulé le permis de construire, mais les travaux ont continué car la zone de l'implantation étant dans une réserve autochtone, "il n'y a pas besoin de permis de construire!" Les opposants au projet, qui semble diviser les Mélanésiens de l'île, et l'entreprise de construction se sont donné rendez-vous devant la Cour d'appel de Paris.

Le catamaran *Marie-Hélène* effectue la desserte des îles depuis fin septembre, et la province des îles a enfin vendu le *Yé-Yé*, qui coulera des jours heureux à Odessa. Des pourparlers sont en cours pour l'achat d'un second bateau afin de désenclaver les îles Loyauté.

Dans l'ensemble, la vie économique de la Nouvelle-Calédonie est en position d'attente et tout semble suspendu au référendum de 1998.

VIE SOCIALE

Pas de grande grève cette année, pas de conflit long et dur entre syndicats et patrons. Le programme de logements sociaux se poursuit en province Sud.

Les Calédoniens se sont émus de la mort du député Maurice Nénou, inhumé le 29 novembre dans sa tribu de Napoémien. Les principales personnalités politiques du Territoire (tous partis confondus) lui ont rendu hommage et souligné ses qualités de coeur, son attachement à la Nouvelle-Calédonie et aux valeurs humanistes, à travers son travail comme conseiller territorial sous le gouvernement de J.-M. Tjibaou, puis ses mandats électifs dont deux comme député de la deuxième circonscription sous l'étiquette RPCR.

NOUVELLE-CALÉDONIE

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

➤ Île mélanésienne (10 fois la Guadeloupe, 2 fois la Corse). Relief escarpé. Riches gisements de nickel.

● Le territoire regroupe les îles Loyauté et l'île des Pins.

Histoire

● 1774 Arrivée de J. Cook dans l'île peuplée par les Canaques (ou Kanaks).

➤ 1853 Rattachement à la France.

● 1864-1896 L'île est transformée en pénitencier. Travaux forcés dans les plantations et les mines de nickel.

➤ 1879 Insurrection canaque.

● 1884 Gouvernement civil.

● 1946 Statut de territoire d'outre-mer.

● 1984-1985 Troubles indépendantistes.

➤ 1988 Les accords de Matignon, approuvés par référendum, prévoient l'autonomie pour 1998.

● 1989 Assassinats de deux chefs du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.

➤ 1995 Elections provinciales. Les deux partis traditionnels, le FLNKS et le RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), perdent des sièges au profit de nouvelles formations.

Qui sont les Calédoniens?

Selon les résultats du recensement de l'ITSEE publiés en mars, la population est très jeune : 40% de moins de vingt ans. Ceci fait du Territoire un des DOM-TOM les plus jeunes : Martinique (31%), Guadeloupe (36%), Guyane (42%), Tahiti (44%). Il y a peu de mariages et 50% des hommes sont célibataires, contre 40% de femmes. Le nombre d'étrangers est très faible, puisque 98,4% de la population est française. La taille moyenne des ménages est de 3,8 personnes mais on constate de fortes disparités puisqu'aux Belep, ce chiffre est de 6,2.

Le solde migratoire apparent est positif et s'est même accru depuis 1989. Les personnes nées hors du territoire représentent 23,3% de la population totale.

En chiffres bruts, la Nouvelle-Calédonie comptait, en 1996, 196 836 habitants dont 68% en province Sud, 21% en province Nord et 11% en province Îles.

Les pourcentages des principales communautés s'établissent à 44% pour les Mélanésiens, 34% pour les Européens, 9% pour les Wallisiens et Futuniens.

VIE CULTURELLE ET ARTISTIQUE

Le monde des culturistes de Nouvelle-Calédonie a été secoué par un scandale, les trois meilleurs athlètes ayant, semble-t-il, reconnu s'être procuré des anabolisants interdits.

En 1997, organisée comme tous les ans par l'Agence de développement de la culture kanak (ADCK), la semaine musicale *Pacific Tempo* a permis à des groupes musicaux de Nouvelle-Zélande, du Vanuatu et d'Australie de se produire dans des concerts auxquels étaient associés des groupes de Kaneka et un groupe de musiciens wallisiens.

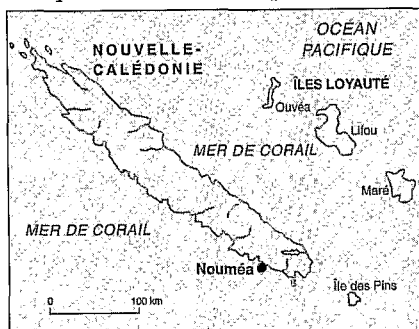
La saison théâtrale a été marquée par un temps fort, la présentation du spectacle *La Légende de Kaiàdara* par l'Ymato Teatri, sur un texte d'Amadou Hampaté Bâ. On attend avec impatience la nouvelle pièce de théâtre de Pierre Gope. Tandis que la Commission des îles du Pacifique soutient le projet Danse Océanie 2000, destiné à promouvoir les danses océaniques dans le respect de la tradition, le groupe de danses tahitiennes Maeva Tahiti va se produire pendant un an dans un grand complexe touristique à Guam. La troupe du Wetr, de

Lifou fait, elle, une tournée en Europe avec l'aide de l'ADCK. Ceci rentre dans le grand dessein de l'Agence : faire mieux connaître la richesse de la culture kanak.

C'est cette orientation qui explique la persévérance de l'ADCK dans la programmation de chants et danses AE AE (cette année, de la région de Hienghène) et des joueurs de flûte de Pan venant des îles Salomon. La musique et la danse kanakes sont également au centre du beau livre de R. Ammann *Danses et musiques kanak*, paru en avril, qui met l'accent sur la diversité du patrimoine musical et chorégraphique kanak. Il utilise le système de notation appelé Labanotation qui, pour la première fois, a été programmé entièrement sur ordinateur. L'ouvrage est accompagné d'un disque compact.

Sous l'égide de l'ADCK, l'exposition de peintures et de bambous d'Yvette Bouquet exprime la vision qu'a l'artiste de l'histoire de sa région avec, comme supports, des matériaux variés qu'habitent les rêves, les mythes et les émotions du monde kanak. La revue *Mwa Vée* s'est intéressée cette année aux différents statuts des Kanaks depuis le XIX^e siècle : code de l'indigénat, accession à la citoyenneté en 1946. Les éditions du Niaouli, qui avaient publié en décembre 1995 un recueil de nouvelles attachantes de Claudine Jacques, *Nos silences sont si fragiles*, ont de nouveau donné la parole à cette auteure pour un ensemble de nouvelles intitulé *Ce ne sont que des histoires d'amour*. Quatre de ces textes ont été primés au festival de Palaiseau à l'occasion du onzième Concours de la nouvelle francophone.

Les éditions Grain de Sable, toujours très dynamiques, ont édité à la fin de l'année 1996 les deux premiers textes de la



réédition intégrale de Jean Mariotti ainsi qu'un des rares écrits de bagnards, dont François Bogliolo s'est attaché à reconstituer le texte à partir de l'histoire troublée du ou des manuscrits.

Soulignons la disparition au début du mois de juillet du *Quotidien calédonien*. Ce quotidien créé en décembre 1995 par Didier Leroux à la suite des élections provinciales et de l'entrée de l'UNCT au Congrès avait été racheté par Philippe Pentecost et a accompagné la campagne législative. Mais il perdait beaucoup d'argent: tiré à 5500 exemplaires, il n'en vendait que 2700, principalement à Nouméa et dans sa région. Il a entraîné dans sa chute *Télé 7 Jours*; une quarantaine d'employés sont au chômage. La Nouvelle-Calédonie va de nouveau connaître l'empire des seules *Nouvelles Calédoniennes*.

À la mi-mars s'est déroulé à Montpellier un colloque sur l'avenir statutaire de la Nouvelle-Calédonie. Les intervenants (juristes, hauts fonctionnaires, hommes politiques) ont évoqué toutes les solutions juridiques: départementalisation, évolution dans le cadre du Territoire d'outre-mer, indépendance, Communauté française pour le Pacifique qui associerait à la France différents États, anciens TOM, etc. En dehors de ces projections intellectuelles – dont certaines deviendront peut-être réalité –, l'image du yoyo due à Guy Agniel semble pour le moment la plus pertinente: le yoyo s'éloigne du doigt dans une illusion d'automatisme, ce sont les moments de décentralisation. Mais l'État le reprend ensuite en main, dans un mouvement centralisateur. Le nouveau gouvernement écouterait-il les sirènes girondines ou jacobines?

Le Centre culturel Jean-Marie Tjibaou

Parti d'une réflexion politique née en 1975 lors de Mélanésie 2000 et prévu par les Accords de Matignon en 1988, il a fait l'objet d'un appel d'offre international remporté par l'architecte italien Renzo Piano; celui-ci est entouré d'une équipe comprenant entre autres l'ethnologue Alban Bensa et la direction de l'ADCK. Son inauguration est prévue en mai 1998. Le Centre culturel J.-M. Tjibaou est conçu comme un lieu d'échanges y compris dans son architecture.

Renzo Piano dit: "le bâtiment est transparent [...]. Le dehors et le dedans se confondent". Il parle "d'ambiguïté entre le végétal et le construit [...]". La partie végétale et la partie construite parlent le même langage".

POLYNÉSIE FRANÇAISE

La vie politique du territoire a été dominée par les élections législatives dont le premier tour s'est déroulé une semaine avant celui de la métropole. L'enjeu de ces élections où aucun des deux députés sortants ne se représentait a été beaucoup plus territorial que national.

VIE POLITIQUE

Les électeurs avaient à choisir parmi 6 candidats dans la circonscription Ouest et 5 dans la circonscription Est. Les deux candidats soutenus par le chef de la majorité territoriale et député sortant, Gaston Flosse, l'ont emporté dès le premier tour. Dans la circonscription Ouest, Michel Buillard, *Tahoera'a Huiraatira* et représentant du Rassemblement pour la République (RPR), obtient 51,6% des suffrages et dans la circonscription Est, Emile Vernaudon, président du *Ai'a Api* mais surtout ancien député socialiste et ancien président du comité de réélection de François Mitterrand, aujourd'hui allié au *Tahoera'a Huiraatira* et soutenu par le RPR, recueille 58,9% des voix. Les indépendantistes se placent en seconde position avec 41,6% des voix pour

Oscar Temaru, le président du *Tavini Huiraatira*, dans la circonscription Ouest et 23,6% pour Jacques Salmon dans la circonscription Est.

Si les indépendantistes font un score sensiblement équivalent à celui du second tour des législatives de 1993, ils progressent nettement par rapport aux élections territoriales de 1996, gagnant 12 points dans la circonscription Ouest et près de 9 points dans celle de l'Est. Dans cette dernière, Boris Léontieff, se présentant comme l'homme d'une troisième voie, obtient 16,3% des suffrages sous l'étiquette des Verts. Les autres candidats ne font que des scores très faibles, inférieurs à 4%, une candidate régionaliste réussissant à n'obtenir aucune voix.

Disparition

Le décès, le 21 décembre 1996, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans de Francis Ariioehau Sanford a suscité une vive émotion en Polynésie. Un des pères fondateurs de l'autonomie interne et un des principaux opposants aux essais nucléaires, il avait commencé sa carrière comme instituteur avant d'entrer au Cabinet du gouverneur de Polynésie française.

Élu maire de Faa'a en 1965, il le restera jusqu'en 1977. En 1967, il est élu député en tant que chef du *Ea Api* (la Voie nouvelle) et s'inscrit au groupe des Républicains indépendants. Réélu en 1968 et en 1973, il siège alors parmi les centristes. Son combat pour l'autonomie de la Polynésie française aboutit en 1977 avec l'adoption d'un nouveau statut pour le territoire. Il dirige alors le premier Conseil de gouvernement de Polynésie et ce jusqu'en 1983. Il était considéré par les Tahitiens comme le dernier des *Metua* (père du peuple).

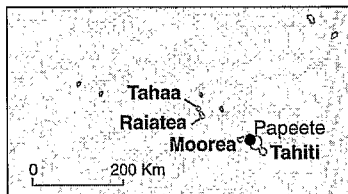
VIE ÉCONOMIQUE

Après une très mauvaise année 1995 marquée par de très fortes tensions sociales qui ont culminé lors des émeutes de septembre, l'économie polynésienne n'a pas repris en 1996. La situation semble pourtant plus favorable en 1997; l'annonce de nombreux projets, en particulier dans l'hôtellerie, montre le retour des investisseurs à un certain optimisme, même si les effets ne se sont pas encore bien fait sentir.

Les exportations traditionnelles – copra, monoï et vanille – sont en baisse, mais les perles noires, la principale ressource du territoire, connaissent une forte hausse de leurs ventes à destination de l'étranger. Entre 1995 et 1996 les exportations de perles ont augmenté de 50% pour atteindre la valeur de 775 millions de francs français.

Petite révolution dans un pays hostile plus que les autres à la fiscalité. Une taxe à la valeur ajoutée, votée par l'Assemblée territoriale en février 1997, a été fort mal reçue. Sa mise en place, prévue en octobre, a finalement été reportée en janvier 1998.

VIE SOCIALE ET CULTURELLE



Le grand événement social et religieux de ce début d'année a été la célébration du deux centième anniversaire de l'arrivée de l'Évangile à Tahiti. C'est le 5 mars 1797 que débarquèrent dans la baie de Matavai dix-huit envoyés de la London Missionary

Society (LMS). Les débuts de la mission furent très difficiles et la plupart des premiers évangélistes quittèrent la Polynésie avant que les conversions, et notamment celle du chef tahitien Pomaré II, ne se multiplient au milieu des années 1810. De Tahiti, le protestantisme se répandit alors aux îles Sous-le-Vent, aux Australes et dans une partie des Tuamotu.

La célébration connut son point culminant avec la reconstitution de l'arrivée du navire de la LMS, *Le Duff*, devant quelque 10 000 fidèles de l'Église évangélique et 1 500 à 2 000 invités venus pour la plupart du Pacifique, mais aussi d'Afrique et d'Europe.

Parallèlement à la commémoration, s'est tenue à Papeete la septième assemblée du **Conseil des Églises du Pacifique** qui a réuni pendant une dizaine de jours plusieurs centaines de participants. La Conférence des Églises du Pacifique a en particulier reconnu la lutte des habitants de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie ainsi que de l'Irian Jaya et du Timor oriental pour leur indépendance et leurs droits fonciers.

Les concours de **danse**s traditionnelles du Heiva ont connu un renouveau cette année avec la victoire du groupe *O Tahiti E*, qui a su apporter beaucoup de création tout en respectant les règles du concours. Depuis leur renaissance dans les années 1950, les danses tahitiennes ont en effet été codifiées, et les spectacles doivent, au nom de la tradition, présenter un certain nombre de figures imposées tout en respectant certains interdits comme l'usage de la couleur bleue, ou l'utilisation de matériaux non naturels pour les costumes.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

► Cinq archipels de 150 îles volcaniques ou coralliennes (îles de la Société, îles Australes, îles Marquises, îles Tuamotu et îles Gambier).

► Zone maritime la plus grande au monde (9 fois la France).

Histoire

► 1767 Arrivée de l'explorateur anglais S. Wallis.

► 1843 Protectorat français, devenant colonie en 1880, après l'abdication du roi Pomaré V.

► 1946 Territoire français d'outre-mer (TOM) qui devient le site d'essais nucléaires français.

► 1984 Élaboration d'un nouveau statut d'autonomie.

► 1996 Jacques Chirac, après une dernière série d'essais nucléaires en 1995, proclame la dénucléarisation du Pacifique sud (accords de Rarotonga, 1^{er} fév. 1996).

La population de la Polynésie française en 1996

De 188 814 personnes en 1988, la population du territoire est passée à 219 521 en 1996, soit un taux d'accroissement annuel de près de 2%. Cette croissance montre de grandes disparités géographiques. Aux fortes croissances des îles Tuamotu-Gambier et des îles Sous-le-Vent, respectivement 2,4% et 2,7% par an, s'opposent la croissance modérée des îles Marquises, 1% environ, et la stagnation des îles Australes. Le poids démographique des îles du Vent, qui regroupent près des trois quarts de la population de la Polynésie française, leur donne évidemment un taux proche du taux général du territoire. Cette croissance, un peu inférieure à 2%, est essentiellement due à Moorea, l'île sœur de Tahiti, 3,5% environ, et aux communes de Tahiti qui ne font pas partie de l'agglomération de Papeete, 3% environ. Cette dernière connaît une croissance voisine de 1,4% par an.

WALLIS-ET-FUTUNA

L'île d'Uvéa et les îlots qui constituent Wallis, les îles Futuna et Alofi développent un peu plus chaque année leur liens avec le reste du monde même si l'isolement reste grand. Les actions gouvernementales et territoriales se multiplient en faveur d'une intégration plus complète au système occidental de développement et d'un meilleur avenir tout en préservant le droit à l'identité culturelle par une adaptation des législations républicaines et une reconnaissance des droits coutumiers.

POLITIQUE

L'année 1997 est une année de basculements politiques non seulement liés aux élections législatives après la dissolution de l'Assemblée nationale, mais aussi à la suite des élections pour le renouvellement de l'Assemblée territoriale de Wallis et Futuna. Les élections territoriales de mars ont connu une participation élevée de la population (86%) et une victoire importante de la droite (si tant est que ce mot a un sens au niveau local) qui a emporté 14 des 20 sièges à pourvoir, gagnant 5 sièges par rapport au précédent scrutin de 1992. Le RPR Victor Brial (31 ans) remplace Keleto Lakalaka à la présidence de l'Assemblée. Aux élections législatives, contrairement à la tendance métropolitaine mais conformément aux votes majoritaires des autres TOM, c'est également la droite, avec Victor Brial qui remporte le siège de député au second tour face au député sortant Kamilo Gata (divers gauche).

Si, au niveau coutumier, le royaume de Wallis n'a connu qu'un changement de ministre, à Futuna l'un des deux rois, le *Tuiagaïfo* du royaume d'Alo (Takasi Esipio) a été, comme la coutume l'autorise, destitué en février. Mais l'intronisation du nouveau *Tuiagaïfo*, Alofi Sagato, n'est intervenu que quatre mois plus tard après de longues palabres, tandis que les ministres coutumiers sont restés en poste.

L'avenir du territoire est en train de se bâtir sur de nouvelles bases structurelles que sont la Convention de développement, le Contrat de plan et le nouveau projet de loi-programmes, un ensemble de mesures comparables au Pacte de progrès et aux Accords de Matignon en vigueur respectivement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. Les dissensions existantes avant leur mise en place pourraient s'atténuer si les quatre instances locales, l'Assemblée territoriale, l'Administration d'État, les chefferies et les partenaires économiques, ainsi que les parlementaires, parvenaient à travailler en commun.

ÉCONOMIE

La tendance au ralentissement sentie en 1996 se confirme en 1997. La dépendance totale des liaisons aériennes, internationales de Wallis et interîles de Futuna, et des approvisionnements en fret maritime par le *Moana III* et son concurrent depuis 1991, le *Thor Rikke*, oblige à donner priorité au développement et au maintien de ses relations vitales. Mais les solutions aux problèmes sont parfois fort différentes.

L'année a été marquée par l'inauguration du **nouvel aérogare** de Hihifo à Wallis, d'une surface de 1 700 m² répondant aux normes internationales, réalisé grâce au cofinancement État-Territoire. Sur Futuna, la piste en herbe, construite en 1970, est en cours d'équipement d'un balisage de nuit et une liaison supplémentaire avec la seule destination actuelle, Wallis (250 km), a été mise en place, ce qui porte à cinq les rotations hebdomadaires.

Sur le plan des **liaisons maritimes**, l'inquiétude règne par contre quant au maintien des rotations entre Futuna, Wallis et Nourméa du cargo mixte *Moana III* à la suite du bilan déficitaire de son exploitation (330 000 FF en 1996 et près de 400 000 FF après les deux premiers mois de 1997 du fait de la faiblesse du fret et du nombre de passagers: seulement 450 par an sur Nourméa). La convention de dix ans liant le Territoire à la Compagnie wallisienne de navigation ayant expirée en 1996, l'Assemblée territoriale a choisi de signer une nouvelle convention au risque de grever les finances publiques qui devront combler le déficit plutôt que de choisir la libre concurrence avec ses risques de dérapages. Se pose bien ici problème de la rentabilité des dessertes des Territoires et États micro-insulaires.

En matière d'**énergie**, le problème des coûts trop élevés en investissement s'est également posé. Une solution radicalement opposée à celle choisie pour la desserte maritime a été retenue en février: confier à une entreprise privée, Eau et Électricité de Wallis et Futuna, filiale de la Lyonnaise des eaux, la production d'électricité.

Des **catastrophes naturelles** ont, une fois de plus, secoué les populations. "Mars 93 - Mars 97, ou quand la mythologie rejoint la réalité", écrivait P. Lefèvre dans le numéro du 14 mars de l'hebdomadaire *Te Fenua Footu*: "Ce mois de l'année, dédié au

WALLIS-ET-FUTUNA

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

► Archipel de deux îles au nord-est des Fidji.

Histoire

► 1767 Arrivée de l'explorateur anglais Samuel Wallis.

► 1886 Protectorat français.

► 1959 Territoire français d'outre-mer (TOM).

dieu de la guerre, a une nouvelle fois lâché ses foudres sur Futuna", non pas sous forme d'un séisme destructeur comme en 1993, mais sous forme d'une énorme houle provoquée par le cyclone Gavin qui a ravagé la côte nord-est de l'île le 7 mars, touchant plus sévèrement le royaume d'Alo. Le village de Laloua a été totalement détruit, celui de Poi gravement touché, 11 km de route ont été endommagés voire entièrement emportés comme à la pointe des Pyramides, les réseaux ont été coupés et de nombreuses plantations brûlées par les embruns salés. Wallis, épargné par Gavin, a failli être touché par le cyclone Keli qui a frôlé ses côtes après avoir ravagé deux atolls des Tuvalu et ce en plein mois de juin, bien après la fin de la saison cyclonique qui se situe généralement fin avril.

Face à ces menaces naturelles, la poursuite du bétonnage de la route territoriale (11 km sur 30 km), et l'ouverture de nouveaux accès routiers constituent les espoirs locaux et le prélude à la reconquête des plateaux que souhaite la population de Futuna, lasse de subir les agressions climatiques et sismiques sur l'étroite bande littorale où elle est cantonnée.

SOCIÉTÉ ET CULTURE

Hormis les manifestations religieuses annuelles pour la commémoration de la Saint-Pierre Chanel, martyr de Futuna, celle de la Saint-Joseph, ou la bénédiction de l'église d'Alo à Futuna, qui rappellent la forte présence de l'Église et la dévotion des populations, ce sont celles, plus modernes, de concerts, comme celui du musicien Loselio Keletaona et de son groupe *Nukualofa*, ou de la star tahitienne Laurent Degache, en concert à Wallis le 6 juin, qui ont été les événements les plus marquants

de l'année. Sur les plans littéraire et scientifique, quelques publications ont jalonné cette année, parmi lesquelles on retiendra l'ouvrage sur la préhistoire de Wallis, de l'ethno-archéologue Daniel Frimigacci et de l'orstomien Michel Lardy intitulé *Des archéologues, des conquérants et des forts*, la traduction du Nouveau Testament en langue wallisienne ou la sortie du premier film documentaire anthropo-géographique portant sur le territoire, intitulé *Futuna: l'enfant perdu*.

Les sociétés wallisiennes et futuniennes, de même origine polynésienne, sont encore bien différentes par leur degré de "modernité". Au bout de toutes les routes, le finistère insulaire qu'est Futuna se trouve en phase de mutation accélérée depuis l'apparition de la télévision en 1995 qui fait

se côtoyer quotidiennement coutume et monde moderne au cœur même des *tauas* (réunions) auxquelles le *kava* traditionnel et les échanges ne suffisent plus à attirer les jeunes. Futuna semble évoluer irrémédiablement vers le système social wallisien déjà transformé et davantage modernisé.

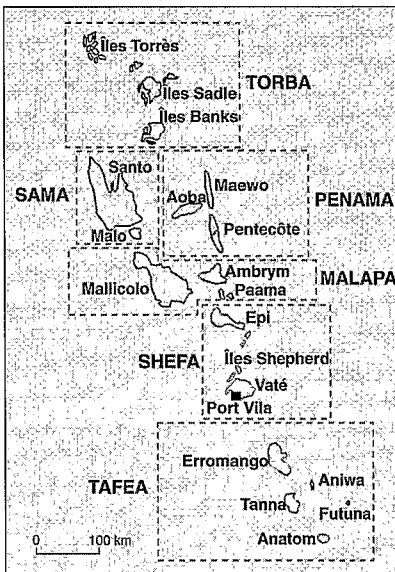
VANUATU

Le Vanuatu continue de connaître une grande instabilité. Outre les remaniements ministériels intermédiaires, le mois de mai 1997 a vu la formation d'un nouveau gouvernement, le quatrième depuis les élections législatives de novembre 1995 et la formation en décembre 1995 d'un premier gouvernement Vohor (Union des partis modérés-UPM) basé sur une coalition UPM-NUP (National United Party).

VIE POLITIQUE

Le 20 mai 1997, à la suite d'une tentative de motion de censure, initiée par Maxime Carlot – leader d'une faction de l'UPM, chef de l'opposition et premier ministre de 1991 à novembre 1995, puis en février 1996 – qui y renonce finalement, les deux factions rivales de l'UPM se réunissent et forment un gouvernement en association avec le Parti progressiste mélanésien et le Parti national unifié, excluant ainsi le Vanua'aku Pati qui faisait partie de la coalition gouvernementale constituée fin septembre 1996 autour de Serge Vohor. Serge Vohor reste premier ministre, alors que Barak

Sope (Parti progressiste mélanésien), mis en cause à plusieurs reprises par la médiatrice pour ses ingérences dans les affaires de l'État et qui avait dû à deux reprises quitter le gouvernement – celui de Maxime Carlot en août 1996 et celui de Serge Vohor en octobre 1996 alors qu'il était vice-premier ministre – retrouve le poste de vice-premier ministre. L'ancien vice-premier ministre Donald Kalpokas (Vanua'aku Pati) devient chef de file de l'opposition. Fin août 1997, Serge Vohor est réélu président de l'UPM lors du 18^e congrès national du Parti au détriment de Maxime Carlot, également candidat. Quelques jours après, le ministre des Finances, Willie Jimmy, est renvoyé par le premier ministre, après que les deux hommes



se soient mutuellement accusés de participation à un trafic de passeports vendus à des non-nationaux. Ce limogeage suit également la récente contestation par Willie Jimmy de la direction de l'UPM.

L'année a, par ailleurs, été marquée par une série de conflits entre les instances judiciaires et les responsables politiques. En décembre 1996, le premier ministre a limogé le président de la Cour suprême. En mars 1997, c'est le procureur général qui est suspendu alors que l'avocat australien qui représentait le gouvernement dans l'affaire contre l'ancien président de la Cour suprême est arrêté et condamné à deux mois de prison. Il sera relaxé en mai après avoir purgé la moitié de sa peine en raison du manque de juges disponibles pour entendre son recours en appel.

Par ailleurs, le gouvernement a l'intention de demander, par voie de pétition, la révocation du médiateur public au président de la République qui l'avait nommé il y a trois ans. Depuis sa désignation à ce poste qui, institué dans la Constitution depuis l'indépendance de Vanuatu en 1980 n'avait pas encore eu de titulaire, Mme Ferrieux-Patterson a publié une série de rapports mettant en cause nombre d'hommes politiques et de dirigeants pour des affaires de détournement de fonds, de mauvaise conduite ou d'enfreinte au code de conduite des dirigeants. À l'indépendance nécessaire à sa fonction qu'invoque le médiateur, certains de ses détracteurs opposent son incompréhension de la culture et des traditions mélanésiennes.

VIE ÉCONOMIQUE

En présentant en décembre 1996 le budget 1997, le ministre des Finances de Vanuatu attirait l'attention sur la mauvaise santé de l'économie du pays, prévoyant un déficit de l'ordre de 10% du budget de l'état pour le prochain exercice. Situation dont il rendait en grande partie responsable le nombre excessif d'employés du service public, approuvé en cela par le chef de file de l'opposition à l'époque, l'ancien premier ministre Maxime Carlot.

En février 1996, le gouvernement annonce un programme national de réformes visant à responsabiliser la population pour la rendre moins dépendante du gouvernement, en particulier en encourageant les investissements du secteur privé. Un accord a été signé peu de temps après avec la

VANUATU

QUELQUES POINTS DE REPÈRE

Géographie

- Archipel de 80 îles au nord-est de la Nouvelle-Calédonie.
- Trois volcans toujours en activité.
- Zone maritime étendue sur 900 000 km².

Histoire

- 1606 Arrivée des Portugais.
- 1887 Occupation des Nouvelles-Hébrides par les Français et les Anglais.
- 1906 Condominium franco-britannique; deux hauts-commissaires succèdent à l'administration militaire.
- 1980 Indépendance des Nouvelles-Hébrides qui prennent le nom de Vanuatu.
- 1987 Walter Lini premier ministre. Lui succèdent Donald Kalpokas (1991), Maxime Carlot (1991) et Serge Vohor (30 sept. 1996).

À noter

- Vanuatu est à la fois membre du Commonwealth et de la Francophonie.

Banque asiatique de développement pour qu'elle coopère à la mise en place de ce programme qui a reçu par ailleurs le soutien des principaux bailleurs de fonds, l'Australie, la France et la Nouvelle-Zélande.

En mars, l'Union européenne accorde près de 11 millions de dollars à Vanuatu dans le cadre d'un programme d'aide échelonné sur 5 ans et consacré pour les trois quarts à l'éducation primaire et secondaire. En mai, c'est la Chine qui s'engage à financer pour plus d'un demi-million de dollars une centrale hydro-électrique, alors qu'en même temps une délégation de Taiwan étudie les possibilités de coopération économique, et ceci en dépit du soutien officiel de Vanuatu à la politique d'une "Chine unique". Le sommet national, annoncé en février par le premier ministre Serge Vohor pour décider du contenu du programme de réforme, a débuté fin juin. Son rapport préliminaire concluait à la nécessité de réduire le nombre de cabinets ministériels et à leur restructuration, à la restauration de la légalité dans les affaires publiques et à la fin des interventions politiques sur le service public.

VIE SOCIALE ET CULTURELLE

Le 12 avril a eu lieu la consécration du premier évêque catholique *ni-vanuatu* de l'histoire du pays. Âgé de 42 ans, Michel Visi a été nommé en décembre dernier par le Pape Jean Paul II en remplacement de Monseigneur Francis Lambert, un Américain qui avait atteint l'âge de 75 ans. Responsable des 22 000 catholiques de l'archipel et de 14 prêtres, Michel Visi arrive à la tête d'une Église qui, contrairement à ce qui a pu se passer ailleurs, a su faire preuve de tolérance et de respect de la culture locale.

Le respect du bilinguisme dans ce pays où le français et l'anglais sont au même titre langues officielles continue de faire l'objet de l'attention des responsables. En mars 1997, une enquête, financée conjointement par la France et la Grande-Bretagne, a été lancée pour évaluer l'équilibre entre l'utilisation des langues anglaise et française dans le système éducatif de Vanuatu.

De son côté, l'ancien premier ministre Maxime Carlot a demandé un rééquilibrage entre avocats anglophones et francophones au sein du bureau du procureur général qui, à l'heure actuelle, n'a plus d'avocat francophone. Ici, au-delà de la question linguistique, se pose le problème de l'équilibre entre deux conceptions fort différentes du droit.

Fête de la musique

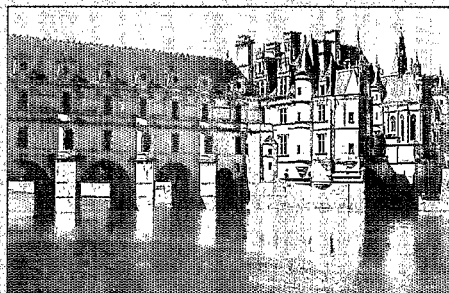
Vanuatu a participé en juin 1997 à la Fête de la musique, et ceci pour la quatrième fois depuis la mise en place par l'Alliance française de cette manifestation. La fête, célébrée dans 85 pays et à laquelle Vanuatu est le seul état du Pacifique Sud à s'associer, a réuni à Port-Vila quelques 5 000 spectateurs sur les 35 000 habitants de la capitale. Ils ont pu écouter une vingtaine de groupes jouant du rock, du reggae, mais surtout des *string-bands* qui s'accompagnent de yukulélés et d'un instrument constitué d'une boîte en bois reliée par un fil à un manche à balai.

BIBLIOGRAPHIE

- AGUILLON Florian, *Chroniques marquisiennes. La philosophie du rivage*, Paris, l'Harmattan, 1997, 226 p.
- ALDRICH Robert et Isabelle MERLE (édit.), *France abroad. Indochina, New Caledonia, Wallis and Futuna, Mayotte*, Sydney, Department of Economic History, University of Sydney, 1996, VIII-168 p.
- AMMANN Raymond, *Danses et musiques kanak. Une présentation des danses et des musiques mélanésiennes de Nouvelle-Calédonie, dans les cérémonies et dans la vie quotidienne, du XVIII^e siècle à nos jours*, préf. de Marie-Claude Tjibaou, Nouméa, ADCK, 1997, XIV-289 p.
- ANGLEVIEL Frédéric (édit.), *Du caillou au nickel. Contribution à l'archéologie industrielle de la province Sud*, ouvrage collectif, Nouméa, C.D.P./ U.F.P., 1996, 279 p.
- BOULLAIRE-DESCHAMPS Aïu, *Une vie d'exception aux Tuamotu.*, Papeete, Éd. Le Motu, 1997, 206 p. Biographie d'un administrateur colonial durant le premier tiers de ce siècle.
- BOURDAIS Jean-Claude, *L'Arbre à bière*, postface de Nicolas Kurtovitch, annexe de Jany Bourdais, Nouméa, Grain de Sable, 1997, 49 p.
- COLOMBANI Hélène (sous le pseudonyme d'Hélène SAVOIE), *Chants de Boat Pass. Poèmes 1989-1996*, préface de Gérard Luciani, Nouméa, Éd. du Lagon, 74 p.
- DALHEM Jacqueline, *Nouvelle-Calédonie, Pays kanak. Un récit, deux histoires*, préf. d'Alban Bensa, Paris, L'Harmattan, coll. Sémantiques, 1997, 190 p.
- DELFAUT-DAUFELT, *Nos criminels ...le bagne en Nouvelle-Calédonie. Île Nou 1^{er} janvier 1896*, édité, préfacé et commenté par François Bogliolo, Nouméa, Grain de Sable, 239 p.
- DUNIS Serge (édit.), *Le Pacifique ou l'Odyssée de l'espèce. Bilan civilisationniste du grand Océan*, Paris, Klincksieck, coll. Littératures des voyages, XIV-432 p.
- FRIMIGACCI Daniel et LARDY Michel, *Des archéologues, des conquérants et des forts*, Paris, Association socio-culturelle de Wallis et Futuna, 1997, 120 p.
- JACQUES Claudine, *Ce ne sont que des histoires d'amour*, Nouméa, Éd. du Cagou, 118p.
- JOST Christian et SOULE M., *Futuna: l'enfant perdu*, vidéogramme VHS, 42', Nouméa, coédition Association Géopacifique/CDPNC, 1997.
- KOCE Léon, *En cheminant de Hnaenedr à Pakada, ou Comment écouter les lieux des ancêtres*, texte bilingue français/nengone, Nouméa/Maré, Grain de Sable/Centre culturel Yeiwene Yeiwene, 56 p.
- MARIOTTI Jean, *À bord de l'incertaine*, préface et notes d'Éric Fougère, Nouméa, Grain de sable/Association pour l'édition des oeuvres de Jean Mariotti, 1996, 293 p.
- MARIOTTI Jean, *Contes de Poindi*, préface et notes de Bernard Gasser, Nouméa, Grain de sable/Association pour l'édition des oeuvres de Jean Mariotti, 1996, 322 p.
- Mémoire de pierre, mémoire d'homme. Tradition et archéologie en Océanie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 468 p.
- Notre pays demain, réflexion philosophique et politique sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie*, ouvrage collectif, Nouméa, Éd. du Niaouli, 1996, 223 p.
- OHLEN Frédéric, *La voie solaire. Poésies*, réédition, Paris, Galerie Racine, 1996, 130 p.
- PELTZER Louise, *Grammaire descriptive du Tahitien*, Papeete, éd. Polycop, 1996, 396 p.
- POIRINE Bernard, *Tahiti, stratégie pour l'Après-nucléaire*, seconde édition mise à jour, Paris, L'Harmattan, 1996, 260 p.
- RAAPOTO Jean-Marius, *Dimension orale du Reo Maohi aux îles de la Société*, Institut de phonétique de Strasbourg/Centre universitaire de Papeete, 1996, 76 p.
- SAUSSOL Alain et ZITOMERSKY Joseph (édit.), *Colonies, territoires, sociétés - L'enjeu français*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1996, 284 p.
- SEM Guy, *Introduction au statut juridique de la Polynésie française*, Papeete, DDOM, 1996, 338 p.
- Tauhi Foou, *Faka, Uvéa*, Le Nouveau Testament en langue de Wallis, Suva, Diocèse de Wallis et Futuna, 1997, 534 p.
- TJIBAOU Jean-Marie, *La présence Kanak*, recueil de textes établi et présenté par Alban Bensa et Eric Wittersheim, Éd. Odile Jacob, 1996, 326 p.
- VILLIERME Marie-Hélène, *Visages de Polynésie*, livre de photographies, Mahina, 1996, 144 p.

L'ANNÉE FRANCOPHONE INTERNATIONALE

1998



Fonds Documentaire ORSTOM



010012638



AFI